

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

03/10/2025

Les régimes en place dans les terres d'Islam confirment leur trahison en soutenant le plan de Trump

Les gouvernements en place dans les pays musulmans ont accueilli avec satisfaction le plan de Trump visant à mettre fin à la guerre à Gaza. Le 30 septembre 2025, le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majid al-Ansari, a annoncé que le Qatar soutenait ce plan, le qualifiant de modèle global pour mettre fin au conflit ; al-Ansari a précisé que le Qatar et l'Égypte avaient soumis le plan au Hamas et qu'ils rencontreraient, avec la Turquie, la délégation de négociation du mouvement.

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a, lui aussi, accueilli favorablement le plan de Trump. Le président Erdoğan l'a même loué en déclarant : « *J'apprécie les efforts et le leadership du président américain Trump pour mettre fin à l'effusion de sang à Gaza et parvenir à un cessez-le-feu.* » Ces propos prouvent que sa prétendue « défense de Gaza et de la Palestine » n'est qu'un mensonge. Tout cela dévoile, comme pour les autres dirigeants musulmans, sa bassesse, sa médiocrité, son empressement à se faire bien voir de Trump et sa dépendance à son égard.

Il apparaît clairement que le Qatar, l'Égypte et la Turquie — ces trois pays — cherchent à exercer une pression sur le Hamas pour le contraindre à accepter ce plan en vingt et un points. Parmi les clauses principales figurent la remise collective des otages juifs détenus à Gaza (qu'ils soient vivants ou morts), le désarmement du Hamas et des autres groupes armés, la destruction des installations de production d'armes, ainsi que le déploiement d'une force internationale. Trump a déclaré qu'il présiderait un « conseil de paix » et qu'il nommerait l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair à un poste de vice-président ; ce conseil agirait comme une autorité intérimaire chargée d'administrer Gaza jusqu'à l'achèvement du programme de réforme de l'Autorité palestinienne.

Trump a menacé le Hamas et le peuple démunie de Gaza en affirmant que, s'ils rejetaient ce plan, il laisserait l'entité sioniste libre de faire tout ce qu'elle désire à Gaza. Le plan prévoit un retrait progressif de Gaza par l'entité sioniste, mais sans calendrier défini. Ainsi, il ne rend pas ce retrait immédiatement obligatoire, laissant la possibilité de le retarder, le manipuler et l'utiliser pour atteindre les objectifs visés. Netanyahu a lui aussi accueilli ce plan avec satisfaction, déclarant qu'il avait été préparé conjointement par lui-même et par Trump, et qu'il répondait pleinement à leurs objectifs.

Lors de sa visite aux États-Unis et de son entretien avec Trump, il a affirmé :

« Cette visite en Amérique est historique. Auparavant, nous étions assiégés par le Hamas, mais nous avons renversé la situation. Aujourd'hui, le monde entier — y compris le monde arabe et islamique — exerce une pression sur le Hamas pour qu'il accepte les conditions établies par nous et par Trump. Il est prévu que tous nos otages, qu'ils soient vivants ou

morts, soient libérés, et que l'armée israélienne maintienne sa présence dans une grande partie de Gaza. Qui aurait cru qu'une telle chose serait possible ? »

Ainsi, ce plan représente une véritable victoire pour l'entité sioniste : il la dégage de toute responsabilité pour les crimes qu'elle a commis à Gaza depuis deux ans, renforce son contrôle sécuritaire sur le territoire, et impose la reddition ainsi que le désarmement des combattants de la résistance.

De même, ce plan représente aussi une victoire pour l'Amérique : elle a ainsi protégé l'entité sioniste, son principal relais dans la région, et l'a épargnée de toute sanction. C'est là une honte et un déshonneur pour les dirigeants musulmans et ceux qui les suivent :

Ils ont livré les affaires de leurs pays entre les mains de l'Amérique, accueilli avec satisfaction ses plans malveillants et sa domination sur la région, approuvé le désarmement des moudjahidines, refusé de désarmer les criminels agresseurs et fermé les yeux sur les crimes de ceux qui ont déraciné le peuple de Palestine — la terre bénie des deux qiblas et du troisième lieu sacré, qu'ils ont soumise à des châtiments inhumains. Ils sont restés silencieux face aux crimes commis à Gaza depuis deux ans, tandis que les États ayant normalisé leurs relations avec l'entité sioniste ont poursuivi leurs liens diplomatiques et commerciaux avec elle, ce qui équivaut à une complicité indirecte.

Le ministre syrien des Affaires étrangères, tout comme son président, confirme sa soumission et la continuité de la trahison.

Asad al-Shaybânî, ministre syrien des Affaires étrangères, a déclaré dans une interview accordée le 28 septembre 2025 à la chaîne américaine CNN :

« Après la chute de Bachar al-Assad, nous avons été stupéfaits par les attaques israéliennes contre la Syrie... Une Syrie forte et unie serait bénéfique pour la sécurité régionale, ce qui profiterait également à Israël. La Syrie ne constitue une menace pour personne — y compris pour Israël — mais ces nouvelles politiques de coopération et de paix ont été accueillies par des menaces et des agressions... Il est aujourd'hui difficile d'évoquer la normalisation et les accords d'Abraham. »

Outre ce type de déclarations du ministre et son engouement pour les négociations menées avec « l'entité sioniste », les propos et les attitudes similaires de son président Ahmad al-Shara — sa soumission à cette entité, son penchant pour la paix avec elle et sa servilité envers l'Amérique — révèlent un esprit effondré, qui n'a jamais goûté à la douceur de la foi, qui ne connaît pas l'honneur d'un croyant craignant Allah, et qui est incapable de comprendre le sens du véritable *tawakkul* (la confiance en Allah). Tout cela témoigne d'une mentalité déchue et d'un état spirituel en pleine ruine.

Il est manifeste que le ministre et le président sont dépourvus de tout courage : ils n'emploient aucun ton ferme, ne prononcent aucune parole de menace à l'encontre de cette entité, et ne manifestent aucun signe de préparation à une confrontation. Tout cela n'est qu'une soumission répétée, une démonstration d'humiliation et de bassesse, une inclination vers la paix avec cette entité criminelle. Or cette entité ne leur accordera jamais une

véritable paix : tant qu'ils se tairont et feront des concessions, elle les fera chanter et continuera ses agressions. Car, comme l'a déclaré son Premier ministre Netanyahu, « *les attaques font réussir les négociations* ». Autrement dit, il frappe son adversaire tout en restant assis à la table des pourparlers, lui disant : « *Accepte mes conditions, ou je te frapperai* », puis il le frappe réellement. Et chaque fois que son adversaire cède, il lui impose de nouvelles conditions, jusqu'à ce qu'il ne lui reste absolument plus rien.

Le Pakistan menace l'Afghanistan de guerre sous l'impulsion des menaces de Trump.

Le ministre d'État pakistanais Tallal Chaudry a déclaré, lors d'une conférence de presse le 27 septembre 2025, que si les négociations destinées à mettre fin aux affrontements frontaliers entre les deux pays échouaient, le gouvernement pakistanais envisagerait la guerre. Chaudry a affirmé : « *À ceux qui comprennent le langage des balles, nous répondrons dans la même langue* », ajoutant que « *le terrorisme représente aujourd'hui le plus grand défi auquel le Pakistan est confronté* ».

Le quotidien pakistanais *Dawn* a rapporté les propos de Tallal Chaudry : « *80 % des attaques survenues au Pakistan sont le fait de ressortissants afghans. Le Pakistan est en train de renforcer ses mesures pour empêcher les infiltrations à travers la frontière.* »

Ces menaces sont émises sous la direction de l'Amérique et visent à accroître la pression sur le gouvernement taliban. En effet, le président américain a récemment exigé des Talibans qu'ils rendent le contrôle de la base de Bagram et proféré des menaces à leur encontre. Cela montre que l'Amérique compte utiliser le régime pakistanais, placé sous sa tutelle, contre l'Afghanistan.

Par ailleurs, le ministre pakistanais ignore la plus grande menace à laquelle son pays est confronté : l'occupation du Cachemire par l'Inde, ses projets visant à s'emparer des eaux des fleuves convenues dans l'accord de 1960, ses tentatives d'empêcher le Pakistan de profiter de ces eaux à travers d'immenses projets de production énergétique, ainsi que ses efforts pour expulser des millions de musulmans du pays et les maintenir sous oppression.

Ce que le ministre entend par « terrorisme », c'est en réalité la revendication des musulmans du pays de voir l'Islam appliqué dans la vie et dans le pouvoir. Le régime pakistanais lutte pour empêcher le retour de l'Islam au pouvoir ; il va même jusqu'à qualifier de « terroristes » les mouvements politiques islamiques non armés qui, suivant la méthode adoptée par le Prophète ﷺ, visent à établir le Califat bien guidé selon la méthode prophétique. Dans ce cadre, le Hizb ut-Tahrir fut interdit en 2003 sous ce faux prétexte, et le porte-parole du parti au Pakistan, Naveed Butt, fut enlevé puis maintenu en détention sans jugement depuis 2012. Cette situation illustre clairement le degré d'oppression et d'arbitraire du régime pakistanais, soumis à l'Amérique.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur

